

Récupérer nos ressources en matière de santé

Troisième
Conférence
Régionale de
EQUINET sur
l'Équité en Matière
de Santé en Afrique
Orientale et Australe

Centre de conférences de Munyonyo à Kampala OUGANDA 23–25 septembre

LES RESOLUTIONS POUR L'ACTION

Plus de 200 employés gouvernementaux, parlementaires, membres de la société civile, professionnels de santé, chercheurs, universitaires et décideurs, mais aussi les membres des Nations Unies, d'organisations internationales et non-gouvernementales d'Afrique orientale et Australe se sont rassemblés à la troisième Conférence Régionale de EQUINET sur l'Équité en Matière de Santé en Afrique Orientale et Australe, qui s'est tenue du 23 au 25 septembre 2009 au complexe hôtelier de Munyonyo à Kampala.

Les délégués ont reconnu des inégalités significatives, grandissantes, évitables et injustes en matière de santé et de ressources de santé dans nos pays, notre région et notre monde. Comme la Commission de l'Organisation Mondiale de la Santé sur les Déterminants Sociaux de la Santé, nous sommes conscients que cette injustice sociale est en train de décimer certaines populations à une grande échelle.

Bien que nous ayons dans notre région les ressources de santé nécessaires, nous notons que beaucoup d'entre elles, dont les professionnels de santé, quittent l'Afrique. Nos ressources restantes atteignent par conséquent rarement les personnes les plus démunies. Ceux qui en ont le plus besoin n'y accèdent pas suite aux contraintes économiques, causée par cette inégalité.

Nous luttons pour l'équité et la justice sociale en matière de santé. À moins que nous abordions les inégalités en matière de santé et de ressources de santé, nous n'atteindrons pas les buts politiques établis par le Protocole sur la Santé de la SADC en 1999, par les résolutions des Ministres de la Communauté Sanitaire d'Afrique Orientale, Centrale et Australe ou par les Objectifs du Millénaire pour le Développement des Nations Unies en Afrique.

Il est impératif que nous agissions pour améliorer l'équité dans le domaine de la santé et que nous réclamions des ressources de santé.

Nous savons que nous ne pouvons améliorer l'équité en matière de santé que si nous:

- intégrons la Santé à nos politiques et enjeux nationaux
- promouvons, planifions et contrôlons l'équité en matière de santé comme étant notre but politique et social
- renforçons notre secteur public de santé et redistribuons les ressources aux personnes qui en ont le plus besoin, et
- valorisons le rôle des communautés et des professionnels de santé, les appuyons et leur fournissons les ressources adéquates.

Nous faisons donc un appel à nous tous dans la région, ainsi qu'à nos partenaires internationaux, pour intensifier nos efforts pour atteindre les quatre buts suivants:

Élever l'équité en matière de santé au statut de but politique et social, et en tenir compte dans tous nos plans stratégiques:

- Assurer que l'on inclue toujours le droit universel à la santé dans nos constitutions et nos lois;
- Renforcer la prise de conscience de la communauté et sa capacité à réclamer ces droits;
- Promouvoir et protéger la santé dans tous les plans stratégiques, y compris ceux relatifs à l'éducation, à l'eau potable et aux latrines, à la souveraineté alimentaire, à l'énergie et à la technologie ces derniers étant déterminants sociaux en matière de santé;
- Dénoncer les incidences sur la santé des nouvelles technologies et des régimes de commerce et de propriété intellectuelle. Ce de façon à, en retour et vu le contexte actuel de contrôle corporatif des ressources, nous permettre de négocier certaines ressources et ainsi protéger la santé;

Construire des systèmes de santé universels, équitables et axés sur la personne:

- Définir les termes des droits aux services médicaux intégrés de façon claire et complète pour garantir une couverture universelle;
- Renforcer, financer et mettre la priorité sur les services médicaux de base et les actions intersectorielles en matière de santé;
- Générer et échanger des données tangibles, puis implémenter des solutions pour réduire les écarts d'accès aux services prioritaires tels que santé maternelle, infantile et familiale, santé mentale et amélioration de la nutrition;
- Accumuler les données tangibles, encourager et apporter un soutien politique pour enfin atteindre et dépasser l'engagement d'Abuja en 2001 qui avait promis d'affecter au secteur de la santé 15 pour cent des dépenses gouvernementales, hors financement extérieur, et d'augmenter les dépenses de santé par habitant, grâce à l'annulation de ses dettes;
- Atteindre les objectifs de la déclaration d'Abuja qui spécifiait qu'au moins 25 pour cent des dépenses gouvernementales en matière de santé doivent être attribuées aux soins de base et viser le niveau communautaire du système de santé;
- Harmoniser le mécanisme de financement de soins de santé dans le cadre d'une couverture universelle, réduire les frais remboursables, offrir des interfinancements et des ressources en bien commun provenant de taxes financières progressives et de systèmes de cotisation;
- Supprimer les frais du patient en mettant en place une stratégie durable et planifiée qui renforce le système de santé;
- Fournir des conditions de travail décentes de façon à recruter et retenir le personnel de santé, et rendre accessibles les médicaments et l'équipement – qui sont vitaux et essentiels au niveau tant primaire que régional des systèmes de santé;
- Favoriser une entente constructive entre les professionnels de santé, syndicats et gouvernements pour négocier, fournir des ressources, mettre en œuvre et contrôler des stratégies nationales afin de retenir les professionnels de santé;
- Attribuer les ressources de santé équitablement et efficacement en consolidant les systèmes et les capacités du secteur public, y compris le management financier;
- Contrôler à travers la société civile et le parlement la façon dont sont utilisés les fonds et dont sont offerts les services;
- Réguler efficacement le secteur privé à but lucratif, pour que ce secteur complémente les apports du secteur public au lieu d'impacter négativement l'équité en matière de santé;

- Identifier, révéler et surmonter toutes les barrières auxquelles les communautés désavantagées et vulnérables se trouvent confrontées, pour avoir accès aux et utiliser les services essentiels, qu'ils soient de santé ou autres;
- Sur toile de fond de SIDA, entre autres fléaux, soutenir une approche des soins respectueuse des droits de la personne, holistique, intégrée et primaire, pour mettre en place le mécanisme de prévention, traitement et soins contre le VIH et SIDA. Surmonter aussi toute barrière, sociale ou économique, à l'accès et à la consommation des services, de façon à supprimer toute disparité, y compris pour les enfants, les prostituées et les autres groupes vulnérables. Fournir aux professionnels de la santé prévention et traitement contre le VIH et SIDA;
- Renforcer les 'filets de sécurité' locaux, reconnaître et former les guérisseurs traditionnels, les agents, le personnel de santé communautaire, les réseaux d'assistance de pair et les promoteurs de la santé étrangers à la profession médicale, dans le but de les lier communautés et les services;

Reconnaître et encourager le rôle central des personnes, de leadership et des alliances:

- Reconnaître, au niveau des systèmes de santé, le rôle central des communautés et des professionnels de santé habilités et informés et s'assurer que les lois, les budgets, les programmes et les processus y pourvoient;
- Demander des leaders et managers stratèges et capables qui consultent, s'engagent et regroupent la diversité des comunautés et des ressources nécessaires pour faire avancer l'équité en matière de santé;
- Développer la communication, l'engagement, les capacités et le 'networking' pour **renforcer les alliances** entre le gouvernement, la société civile, les professionnels de santé, le parlement et les chercheurs, ce afin de faire avancer l'équité en matière de santé;

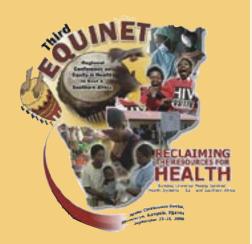
Contrôler le progrès et révéler les écarts dans l'avancement de l'équité en matière de santé:

- Implémenter une 'Surveillance de l'Équité' au niveau national et régional qui construise des alliances, analyse les disparités et les progrès, contrôle l'équité en matière de santé et complémente des évaluations plus poussées au niveau district et des ménages, utilisant différents types de données tangibles, y compris celles tirées de photographies de communautés, ce pour stimuler à l'action;
- Investir dans la recherche sur l'équité en matière de santé, c'est à dire: faire face aux nouveaux challenges, tels que l'influence du changement climatique et de la mondialisation sur la santé; mettre en place des stratégies qui puissent, par exemple, permettre au patient de ne pas faire d'avance de frais; et influencer le développement des politiques, en prenant en compte la façon dont le secteur privé à but lucratif et la commercialisation affectent l'équité en matière de santé;

 Développer des savoir-faire pour que les parties prenantes s'impliquent dès les premiers stades de recherche et pour communiquer efficacement les données recueillies.

Nous faisons appel à la **justice sociale mondiale** et demandons pour les pays d'Afrique orientale et australe un juste retour de la part de l'économie mondiale. Le déficit net des ressources d'Afrique doit être reversé et les ressources stratégiques d'Afrique utilisées pour le développement et la sécurité de ses populations.





Nous faisons appel à nos partenaires internationaux pour qu'ils s'engagent à accomplir avec nous:

- L'engagement mondial quant aux droits universels à la santé dans la Convention Internationale des Droits Économiques et Sociaux, quant à la Convention des Droits de l'Enfant et quant à la Convention sur l'Élimination de toutes les Formes de Discrimination contre les Femmes, et la mise en œuvre des ressources y afférant;
- Les buts du G8 de l'accès universel à la prévention, aux traitements et aux soins contre le VIH et SIDA, et les Objectifs du Millénaire pour le Développement des Nations Unies;
- L'annulation de la dette, les liquidités dégagées étant alors consacrées au développement humain;
- Une justice économique, un commerce équitable et une démocratie dans la gouvernance des institutions financières mondiales;
- Des accords bilatéraux et multilatéraux reconnaissant et réduisant les déficits de ressources qui affectent le secteur de la santé en Afrique, particulièrement celui de la migration des professionnels de santé.
- Des partenariats sincères et un financement externe placé au niveau de priorité nationale, qui sont scellés par le biais d'une consultation participative et informée avec la population.

Nous allons honorer ces engagements dans toutes nos organisations et durant tous nos forums. La conférence a organisé notre programme de travail et d'action EQUINET, en tant que consortium d'institutions de la région, et s'est engagé à agir pour faire avancer l'équité en matière de santé. Nous rechercherons et partagerons les indications et les bonnes pratiques, et préconiserons et contrôlerons équité et justice sociale, entre autres grâce à la Surveillance de l'Équité. EQUINET s'est engagé à construire des forums intergouvernementaux, parlementaires, académiques, pour la société civile et les professionnels de santé en Afrique orientale et australe. Nous visons le renforcement d'un leadership éthique, le développement d'états

démocratiques et la promotion d'une intégration et d'une coopération régionale en Afrique, de façon à pouvoir réclamer les ressources de santé nécessaires et faire avancer l'équité en matière de santé.

Face à l'injustice, il est impératif que l'on agisse.

EQUINET est un réseau de professionnels, parlementaires, membres de la société civile, politiciens, membres d'état et professionnels de santé en Afrique orientale et australe qui se sont regroupés pour catalyser, promouvoir et réaliser l'équité en matière de santé.

Pour plus d'informations sur EQUINET, son travail et ses publications, consultez son site sur www.equinetafrica.org ou contactez admin@equinetafrica.org